

RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE Honneur - fraternité - justice Ministère des Finances

Budget citoyen 2024















RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE Honneur - fraternité - justice Ministère des Finances



« En dépit des crises destructrices qui ont secoué le monde et de la situation économique, sociale et politique dont nous avons hérité, que nous avons pu, au cours des quatre dernières années, obtenir, grâce aux efforts de chacun d'entre vous, des résultats très significatifs. Nous jouissons de la stabilité et de la sécurité, notre situation économique est confortable, les principaux indicateurs reflètent un équilibre macroéconomique conforté par une grande confiance de nos partenaires, et toutes les perspectives présagent d'énormes opportunités de réaliser nos aspirations, notamment les opportunités que ne manqueront pas d'offrir les dizaines de grands projets en cours de construction, et l'approche de la date d'exportation de nos richesses gazières. »

Discours du président de la République Mohamed Ould Cheikh Ghazouani à l'occasion de la commémoration de l'indépendance. 28/11/2023











Ministère des Finances



Le budget du citoyen est un document qui résume et explique de manière simple, claire et compréhensible les informations budgétaires essentielles, destiné au citoyen ordinaire dans le but de promouvoir l'exercice de ses responsabilités en démocratie et de soulever des questions sur la gestion des fonds publics, leur utilisation, et le progrès dans les plans d'action du gouvernement.







Honneur - fraternité - justice

Ministère des Finances

Concepts de base

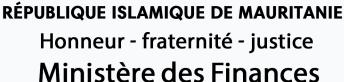
Le budget est une estimation des dépenses de l'État et de ses recettes pour l'année à venir, reflétant les objectifs économiques et financiers de l'État. Il s'agit à la fois d'un document comptable (estimation des recettes et des dépenses) et d'un document politique (approuvé et autorisé par l'Assemblée nationale).

Loi de finances : Le texte législatif adopté chaque année par le Parlement, qui comprend dans l'une de ses dispositions l'ensemble des charges et des ressources publiques de l'État.











Types de lois de finances

01 Loi de finances de l'année

Les lois de finances prévoient et autorisent pour chaque année financière, dans un document unique, l'ensemble des ressources et des charges de l'Etat, en déterminent la nature, le montant et l'affectation ainsi que l'équilibre budgétaire et financier qui en résulte, dans le cadre de la politique générale définie par le gouvernement.

102 Loi de Finances rectificative

Les lois de finances rectificatives modifient les dispositions de la loi de finances de l'année. Elles approuvent, le cas échéant, les mouvements de crédits intervenus en cours d'année.

3 Loi de Règlement

La loi de règlement arrête les résultats de la comptabilité budgétaire et de la comptabilité générale de l'exercice considéré, après avis de la Cour des comptes sur la qualité et la sincérité des comptes ainsi que sur la conformité du budget exécuté au budget voté.

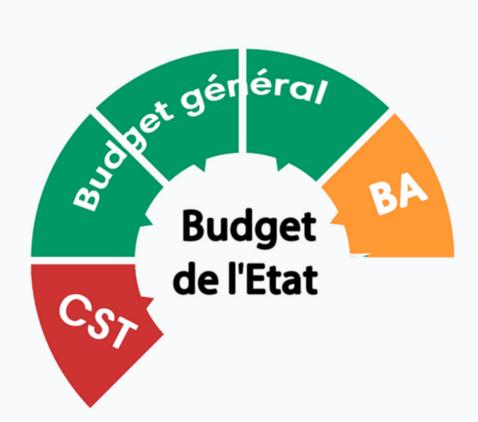




Honneur - fraternité - justice Ministère des Finances



Le budget de l'Etat comprend le budget général les budget annexes (BA) et les comptes spéciaux du Trésor (CST)









Ministère des Finances

Recettes budgétaires

- •les recettes fiscales comprenant les impôts, taxes, droits et autres prélèvements obligatoires de toute nature.
- ·les revenus du patrimoine financier ou non-financier de l'État, y compris les dividendes.
- •le produit commercial des ventes de biens et services, des redevances d'occupation ou d'exploitation du domaine public, ainsi que du. produit des amendes, pénalités et confiscations.
- les dons, legs et contributions volontaires ; et
 - les produits divers.

Dépenses budgétaires

- dépenses de personnel.
- dépenses d'acquisition de biens et services.
- charges financières de la dette et de la trésorerie.
- subventions et transferts courants.
- dépenses d'investissement.
- subventions et transferts en capital.
- autres dépenses.







RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE Honneur - fraternité - justice Ministère des Finances

Engagement

L'acte par lequel une entité publique crée un engagement envers un tiers, entraînant des obligations financières. Seul le représentant autorisé peut prendre cet engagement, et il doit demeurer dans les limites .de l'autorisation spécifiée dans le budget

Liquidation

Vérifier la validité de la dette et confirmer le montant des dépenses.

Ordonnancement

La décision émanant soit directement des ordonnateurs, soit par délégation dûment autorisée. Étapes des dépenses publiques

Paiement







Honneur - fraternité - justice

Ministère des Finances



Documents de référence pour la préparation du budget









Ministère des Finances



La SCAPP 2016-2030 prend en compte les Objectifs de développement durable (ODD) et repose sur trois leviers stratégiques d'intervention:

- Promotion d'une croissance économique forte, inclusive et durable ;
- Développement du capital humain et accès aux services de base ; et
- Renforcement de la gouvernance dans toutes ses dimensions.

Elle est mise en œuvre à travers des plans quinquennaux dont le deuxième couvre la période 2021-2025.









Honneur - fraternité - justice

Ministère des Finances

MES ENGAGEMENTS

Axes

I- Un Etat fort moderne au service du citoyen.

II- Une économie résiliente et engagée sur le chemin de l'émergence.

Sous-axes

- 1. Un climat politique apaisé et des institutions solides,
- 2. Rayonnement de notre civilisation islamique.
- 3. L'intégrité territoriale préservée et un citoyen protégé.
- 4. Diplomatie dynamique et proactive.
- 5. Une administration efficace au service du citoyen.
- 6. Une lutte renforcée contre la corruption et la gabegie.
- Une économie productive et diversifiée génératrice de plus d'emplois et de valeur ajoutée
- 2. Développement des infrastructures de soutien à la croissance
- 3. Un secteur privé compétitif, moteur de la croissance
- 4. Villes productives









Ministère des Finances

MES ENGAGEMENTS

Axes

III- Une société fière de sa diversité et réconciliée avec elle-même

IV- Un capital humain valorisé au servicedu développement

Sous-axes

- Une politique volontariste pour résorber les disparités issues des discriminations sociales
- Promotion de l'autonomisation des femmes pour une participation active au développement
- L'intégration socioprofessionnelle pour une pleine participation des handicapés
 - 1. Un système éducatif performant
 - 2. Une santé de qualité, à la portée de tous
 - 3. Un emploi décent pour tous
 - 4. Engagement citoyen et des horizons pour les jeunes
 - 5. L'épanouissement par la culture, le sport et les loisirs









Honneur - fraternité - justice

Ministère des Finances

Programme Prioritaire Elargi du Président (ProPEP)

Axes

I. Développement d'infrastructures de soutien à la croissance.

II. Amélioration de l'offre sociale et soutien à la demande.

III. Valorisation du potentiel des secteurs productifs et accélération de l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire

Sous-axes

- 1. Mobilité urbaine
- 2 Villes productives
- 3. Infrastructures numériques
- 4. Infrastructures rurales
- 5. Entretien et réparation de routes
- 6. Renforcement des infrastructures hydriques
- Renforcement des conditions de vie des franges défavorisées
- 2. Amélioration de l'offre de services de santé
- 3. Soutien à la mise en œuvre d'une école républicaine
- 4. Perspectives pour la jeunesse
- 1.Potentiel productif et autosuffisance
- 2. Valorisation du potentiel des pêches
- 3. Renforcement et valorisation des potentialités agropastorales









Honneur - fraternité - justice

Ministère des Finances

Programme Prioritaire Elargi du Président (ProPEP)

IV. Appui au secteur privé

V. Reboisement et création d'emplois verts.

Sous-axes

- 1. Mesures de soutien pour faire face aux conséquences du covid-19
- 2. Mesures de soutien à l'entreprenariat
- 3. Mesures de soutien à l'emploi

1. Réduire la déforestation et assurer la restauration et la gestion durable des espaces forestiers (1500 ha/an) 2. Renforcement de l'initiative

nationale de la grande muraille verte

3. Réduire les pollutions et améliorer la gestion et la valorisation des déchets solides urbains

VI. Gouvernance et mise en œuvre du programme.

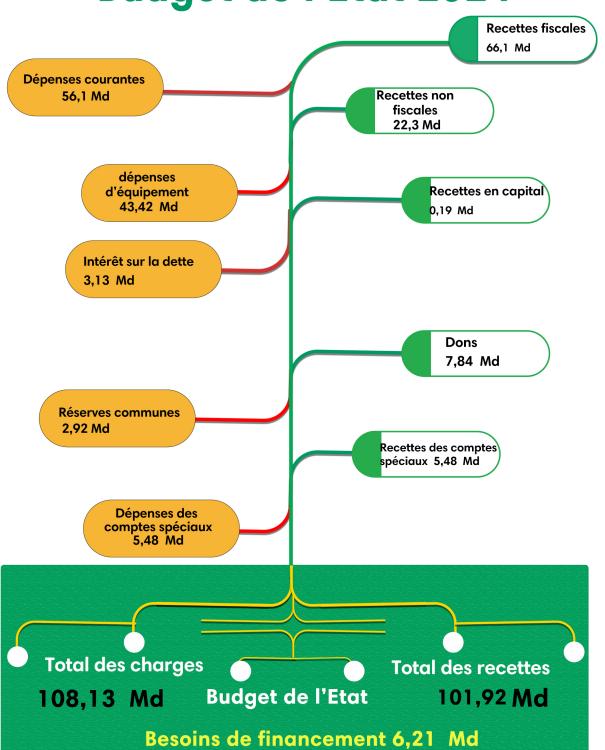






Honneur - fraternité - justice Ministère des Finances

Budget de l'Etat 2024









Ministère des Finances



Hypothèses de la loi des finances

Le Projet de loi de finances 2024 repose sur les hypothéses suivantes :

- Une prévision de croissance de 5,6% en 2024, contre 4,2% en 2023.
- Un déficit budgétaire primaire non-extractif projeté à 5,3% du PIB non extractif contre 6,1% en 2023.
- Une inflation, au niveau national, projeté à 7% en 2024 contre 8,7% en 2023.

Solde global (t) = recettes totales – dépenses totales Solde primaire(t) = Solde global(t) + Dépenses d'intérêts(t).







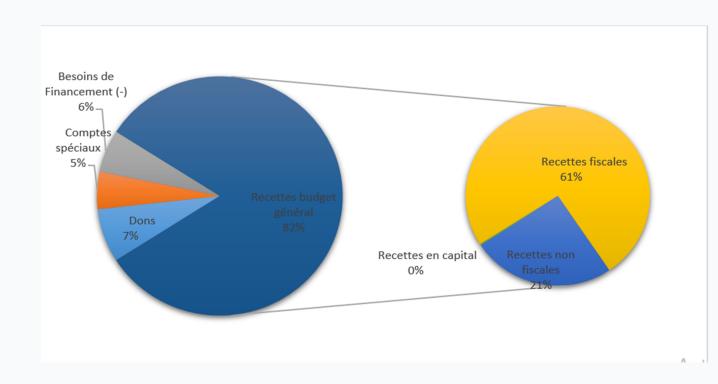


Honneur - fraternité - justice

Ministère des Finances



D'où proviennent les ressources budgétaires de l'État ?



61% recettes fiscales21% recettes non fiscales7% dons5% recettes des comptes spéciaux













Honneur - fraternité - justice

Ministère des Finances



La masse salariale atteindra 24,9 milliards d'ouguiyas en 2024, enregistrant une augmentation de 2,4% par rapport à 2023.

Les salaires représentent 44% des dépenses courantes et 23% du budget de l'État. Ils constituent également 38% des recettes fiscales et 6% du produit intérieur brut.











Honneur - fraternité - justice Ministère des Finances

Biens et services

Les dépenses en biens et services devraient atteindre 12,8 milliards MRU en 2024, enregistrant une baisse de 1,5% par rapport à 2023. Ces dépenses représentent 23% des dépenses courantes et 12% du budget de l'État. Elles constituent également 19% des recettes fiscales et 3% du produit intérieur brut.











Ministère des Finances



Les transferts courants devraient atteindre 15,5 milliards MRU en 2024, enregistrant une baisse de 12% par rapport à 2023. Les transferts courants représentent é_% des dépenses courantes et 14% du budget de l'État. Ils constituent également 23% des recettes fiscales et 4% du produit intérieur brut











Ministère des Finances



Les intérêts de la dette publique devraient atteindre 3,13 milliards MRU en 2024, enregistrant une baisse de 3% par rapport à 2023. Les intérêts représentent 6% des dépenses courantes et 3% du budget de l'État. Ils constituent également 5% des recettes fiscales et 1% du produit intérieur brut.

Les intérêts sur la dette extérieure représentent 78% du total des intérêts.











Ministère des Finances



Les dépenses d'investissement devraient atteindre 43,4 milliards MRU en 2024, enregistrant une augmentation de 5% par rapport à 2023. Les dépenses d'investissement représentent 40% du budget de l'État et 10% du PIB.









RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE Honneur - fraternité - justice Ministère des Finances

Nouveaux grands projets

D'importants projets vont démarrer en 2024, dont :

- -Projet d'assainissement de la ville de Nouakchott.
- -Projet mobilité urbaine Nouakchott-Horizon 2026.
- -Projet de construction de trois réserves de sécurité, chacune ayant une capacité de 5000 m3.
- -Projet de renforcement et de sécurisation de l'AEP de Kaédi par l'acquisition de 2 unités de traitement.
- -Projet Production de tables bancs pour accompagner le développement de l'offre scolaire.
- -Acquisition d'équipements pour laboratoires de l'enseignement supérieur
- -Projet de remise à niveau des centres nouvellement intégrés au périmètre de la SNDE : Chinguitty, Echram, Ndiago et Achemime.
- -Renforcement du réseau d'assainissement des eaux pluviales pour la ville de ROSSO.









www.finances.gov.mr